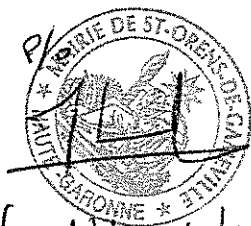


Référence Publication  
Registre Actes Publiés P.M  
N° 062 / 2015.  
Le Chef de Police



Validité 21/11/2015.



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 119 - Période du 1<sup>er</sup> AOUT au 31 AOUT 2015

# DECISIONS



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4),

Vu le projet d'organiser un dispositif prévisionnel de secours lors de la manifestation sportive « fête du sport » le 30 août 2015,

Vu le budget primitif de la Direction de la Culture, du Sport et de la Vie de La Cité,

**DECIDE S/N° 109/2015**

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec le Club de Sauvetage Toulousain, association agréée de Sécurité Civile par arrêté du 17 octobre 2006 pour les missions de sécurité civile de type A, domiciliée au 11 allée des Myosotis 31520 Ramonville Saint Agne et représentée par Mr J-P SOUBIRAN, une convention de mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours pour la manifestation sportive « fête du sport » le 30 août 2015 pour un montant de 270 € TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 03 AOUT 2015

Par délégation du Conseil,

Madame le Maire,



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 04/08/2015

Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Portant signature du marché "Animation d'un lieu  
d'accueil enfants-parents (LAEP)"**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 110-2015**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché "Animation d'un lieu d'accueil enfants parents (LAEP)", à savoir celle formulée par le groupement Vallat/ Saland/ Jany/Zaytzeff.

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 10 août 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Par subdélégation de Madame le Maire,  
**Anicet KOUNOUGOUS**  
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 14/08/15  
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et  
Commande publique



**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Portant signature du marché "achat d'une auto laveuse"**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 111-2015**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché "Achat d'une auto laveuse", à savoir celle formulée par la société NILFISK, pour un montant de 6 816.89 € TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 19 août 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Par subdélégation de Madame le Maire,

Alain MASSA  
Premier Adjoint



Finances et  
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 31/08/2015  
Et publication, affichage ou notification le







**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**3<sup>ème</sup> alinéa**

**REFINANCEMENT DE 4 PRETS AUPRES DE LA CAFFIL**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

**VU** la délibération 44/2014 en date du 17/04/2014 et affichée le 18 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge le Maire par délégation « de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts »,

**Considérant** le souci de gestion active de la dette communale,

**Considérant** l'état de la dette de la collectivité et notamment les prêts consentis à l'époque par DEXIA, sur des taux fixes supérieurs aux conditions actuelles des marchés :

N° prêt	Montant initial	Durée résid.	Taux	Reste à rembourser					
				Capital	intérêt	total	2016	2017	2018
MIN209418EUR	1 900 000	2 ans et 4 mois	4,32%	468 722	41 068	509 790	169 930	169 930	169 930
MON191730EUR	457 347	1 an et 4 mois	4,80%	81 055	5 882	86 936	43 468	43 468	
MIN202334EUR	1 300 000	1 an et 6 mois	4,88%	222 448	16 412	238 860	119 430	119 430	
MIN193815EUR	609 796	1 an et 10 mois	4,81%	108 131	7 863	115 994	57 997	57 997	
<b>Total</b>				880 355,80	71 225,02	951 580,82	390 825	390 825	169 930

**Considérant** l'offre de la Caisse Française de Financement Local, et les conditions générales version CG-CAFFIL-2015-05 y attachées, proposant un remboursement anticipé de ces quatre prêts et un refinancement, à compter du 15 septembre 2015, sur la base du capital restant dû, soit 880 355,80 €, pour une durée de 6 ans et 1 mois, et sur un taux fixe de 0,25%.



**Considérant** la capacité de la commune, sur son budget 2015, à autofinancer l'indemnité compensatrice de remboursement anticipé, s'élevant à 72 269,15 €.

Numéro du contrat de prêt refinancé	Score Gissler	Capital refinancé	Indemnité compensatrice dérogatoire autofinancée par la commune
MIN193815EUR	1A	108 131,37 EUR	7 869,71 EUR
MIN202334EUR	1A	222 447,93 EUR	17 138,17 EUR
MIN209418EUR	1A	468 721,66 EUR	41 109,01 EUR
MON191730EUR	1A	81 054,84 EUR	6 152,26 EUR
<b>Sous-total</b>		<b>880 355,80 EUR</b>	<b>72 269,15 EUR</b>

**Considérant** que ce refinancement est à un coût équivalent, qu'il permet de baisser les intérêts d'emprunt, de lisser le profil d'extinction de la dette, de diminuer les annuités 2016 et 2017, et de restaurer de la capacité d'autofinancement.

	Capital refinancé	Coût intérêts	Coût total nouveau prêt	Coût global avec indemnité autofinancée	Ecart sur coût actuel 951 580 €	Ecart intérêts actuels	Annuité Impact 2016 et 2017	Annuité Impact 2018	Annuité Impact 2019 à 2021
Refinancement	880 355	6 992	887 348	959 617	8 036	-64 233	-242 950	-22 055	147 875

**DECIDE S/N°112/2015**

# **ARTICLE 1**

D'accepter la proposition de refinancement de la Caisse Française de Financement Local qui se traduit par :

le remboursement anticipé au 15 septembre 2015, des contrats précités pour un capital total de 880 355,80 €, de l'indemnité compensatrice de remboursement anticipé, ainsi que des intérêts courus non échus correspondants

Numéro du contrat de prêt refinancé	Score Gissler	Capital refinancé	Intérêts courus non échus exigibles	Indemnité compensatrice dérogatoire autofinancée par la commune
MIN193815EUR	1A	108 131,37 EUR	1 069,12 EUR	7 869,71 EUR
MIN202334EUR	1A	222 447,93 EUR	5 849,89 EUR	17 138,17 EUR
MIN209418EUR	1A	468 721,66 EUR	14 286,64 EUR	41 109,01 EUR
MON191730EUR	1A	81 054,84 EUR	2 745,06 EUR	6 152,26 EUR
<b>Sous-total</b>		<b>880 355,80 EUR</b>	<b>23 950,71 EUR</b>	<b>72 269,15 EUR</b>



Versement des fonds	880 355,80 € réputés versés automatiquement le 15/09/2015
Taux d'intérêt annuel	taux fixe de 0,25 %
Durée	6 ans et 1 mois du 15/09/2015 au 01/10/2021
Base de calcul des intérêts	mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement	échéances constantes
Remboursement anticipé	autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

## ARTICLE 2

### ARTICLE 3

## ARTICLE 4

Fait à Saint-Orens de Gameville le 07 août 2015

le Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 07 août 2015  
Et publication, affichage ou notification le 10 août 2015





**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4<sup>ème</sup> alinéa**

**Prestation de service : Enquête Grandeur Nature**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22.

**VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

**VU** la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Madame Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4<sup>ème</sup> alinéa).

**VU** l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

**VU** le projet d'animation culturelle de la Commune

**DECIDE S/N°113/2015**

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec la société LUDI SENSU, domiciliée 23 Chemin Vert – 31380 Montastruc La Conseillère, un contrat de prestation de service pour un jeu d'enquêtes grandeur nature le 10 octobre 2015 à partir de 20h30 dans l'Espace Culturel Altigone.

**ARTICLE 2**

Le coût de la prestation s'élève à 1233 euros HT, soit 1300,82 euros TTC.

Cette somme couvre l'intégralité des dépenses relatives à la prestation (salaires, charges, déplacements, matériel nécessaire et technique et frais divers).

La ville assurera en outre les frais de communication et la prise en charge de contraintes techniques (fourniture d'électricité et d'eau).

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 13 août 2015

Par délégation du Conseil Municipal  
Par subdélégation de signature de Madame le Maire,  
Monsieur Alain MASSA



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le **17 AOUT 2015**  
Et publication, affichage ou notification le





**VILLE DE SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4<sup>ème</sup> alinéa  
Concert Guitare**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (4<sup>ème</sup> alinéa).

Vu l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

Considérant la politique culturelle de la ville de Saint-Orens de Gameville, et le souhait spécifique de proposer un concert dans un bâtiment remarquable de la commune à l'occasion des journées européennes du Patrimoine.

**DECIDE S/N°114/2015**

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec Monsieur GARCIA Thibaut demeurant. 1 Villa du Parc - 75019 PARIS un contrat de travail pour la présentation d'un concert de guitare classique en l'église de Saint-Orens pour un montant de :

1219,08 Euros T.T.C (dont 519,08 Euros de charges + 700,00 Euros de salaire net).

**ARTICLE 2**

L'intervention de Thibaut Garcia aura lieu vendredi 18 septembre 2015 à partir de 20h,

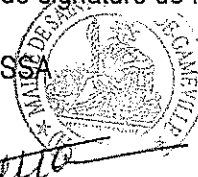
**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 13 août 2015

Par délégation du Conseil Municipal  
Par subdélégation de signature de Madame le  
Maire,  
Monsieur Alain MASSA



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :  
Et après transmission en préfecture le : 17 AOUT 2015





DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
8ème alinéa

CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2015020  
Emplacement : HC - 6  
Date Echéance : 13 août 2045

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par M. BREHERET Laurent demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 2 Impasse Du Verger, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 115/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. BREHERET Laurent et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une CONCESSION TRENTENAIRE

à compter du 13 août 2015

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de concession nouvelle, moyennant la somme totale de 1525,00 €.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 13 août 2015

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources  
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC II

Ancien numéro de concession : 54

Concession n° : 2015021

Emplacement : 8/25

Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par Madame Catherine ROUXEL demeurant à Toulouse (Haute-Garonne), 3 rue d'Aldeguier tendant à obtenir le renouvellement de la concession n° 54 délivrée le 6 avril 1981 à Monsieur BELLAICHE Gilles pour une durée Trentenaire.

DECIDE S/N° 116/2015

**Article 1** - La concession n°54 à vocation Individuelle, délivrée le 6 avril 1981, est renouvelée au nom de BELLAICHE dans le cimetière NINARET - NC II, pour une période Perpétuelle à compter du 6 avril 2011, moyennant la somme totale de 1075,00 €.

**Article 2** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 3** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 14 août 2015

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire



M. Alain MASSA

Adjoint au Maire aux Finances et Ressources  
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**2ème alinéa**

**Fixation des tarifs de la restauration municipale**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de la restauration municipale, en tenant compte de l'évolution de l'indice INSEE du prix des repas dans un restaurant scolaire sur les 12 derniers mois, des investissements en matériel et de l'augmentation significative du coût des matières premières.

**DECIDE S/N 117-2015**

**ARTICLE 1**

De fixer les tarifs de la restauration municipale comme suit :

TARIFS Année scolaire 2015/2016 CUISINE CENTRALE MUNICIPALE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE		
TYPE	OBJET	tarif
<b>A</b>	<b>Repas "élèves des écoles prim et mat" Communes.</b>	
	*Mairie de BELBERAUD repas scolaires	
	*CENTRE DE LOISIRS DE BELBERAUD	
	*Mairie de PRESERVILLE repas scolaires	
	*CENTRE DE LOISIRS DE PRESERVILLE	
	*Mairie de LABASTIDE BEAUVOIR repas scolaires	
	*Association Loisir Education & citoyenneté Grand Sud	
	*CENTRE DE LOISIRS DU SICOVAL	
	Repas des élèves en école Primaire	3,61 €
	Repas des élèves en école maternelle	3,50 €
<b>B</b>	<b>Repas "INDIVIDUELS".</b>	
	C.C.A.S. / Régimes inclus frais de fabrication individuel	5,13 €
	Potage individuel	1,04 €
<b>C</b>	<b>Repas des stagiaires du CNFPT ou autres stagiaires</b>	12,44 €
<b>D</b>	<b>Repas du Club des Aînés St ORENS</b>	8,22 €





E	Tarifs de prestation unitaire fixés à la carte selon le barème suivant :		
	Petit déjeuner:	Formule 1	0,65 €
		Formule 2	0,88 €
		Formule 3	2,00 €
	Collation:	Formule 4	1,05 €
	Cocktail:	Formule 6	2,45 €
		Formule 7	3,53 €
		Formule 8	5,99 €
	Apéritif dinatoire:	Formule 9	4,64 €
		Formule 10	6,50 €

F	Tarifs Plateaux repas		
	Formule 11	Menu plaisir " repas de travail "	6,79 €
	Formule 12	Menu gourmet	12,84 €
	Formule 13	Menu prestige	19,31 €

G	DIVERSES PRESTATIONS		
	Assistance Technique "tarif horaire"		19,96 €
	Frais de personnel: fabrication et service		4,44 €
	Forfait transport sur la commune de St. Orens		9,03 €
	Forfait transport hors commune de St. Orens		14,10 €

## ARTICLE 2

Les présents tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2015.

## ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

## ARTICLE 4

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affichée et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 19 août 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Mme le Maire

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 19/08/2015  
Et publication, affichage ou notification le



ARRETES





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
RUE PABLO NERUDA**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 04/08/2015, travaux de voirie et trottoirs

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pole Sudest ADRESSE : 109 Bd de Lespinet 31100 TOULOUSE  Responsable chantier : Carlos LOURENCO Tel : 05 67 73 88 50 Mail : carlos.lourenco@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX  Responsable chantier : Tel : Mail :

**ARRETONS sous n°24399**

- Autorisation de fermeture de voie, sauf véhicules de service Mairie
- La rue sera réouverte à la circulation tous les soirs.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
5 août au 30 août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 4 août 2015

Madame le Maire  
**Dominique FAURE**



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
AVENUE DE GAMEVILLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 31/07/2015, travaux de mise en conformité d'une traversée piétonne ;

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pole Sudest ADRESSE : 109 Bd de Lespinet 31100 TOULOUSE  Responsable chantier : Carlos LOURENCO Tel : 05 67 73 88 50 Mail : carlos.lourenco@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX  Responsable chantier : Tel : Mail :

**ARRETONS sous n°24400**

- Autorisation de travaux et d'occupation sur une file avenue de Gameville au carrefour avec la rue Pablo Neruda.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
10 août au 31 août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 4 août 2015

Madame le Maire  
**Dominique FAURE**



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le







**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
RUE DE LALANDE (DU N°27 AU 27B)**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME -adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 6 août 2015, voirie et trottoirs ;

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : TOULOUSE METROPOLE ADRESSE : 109 Bd de Lespinet, Bâtiment D 31400 TOULOUSE  Responsable chantier : Carlos LOURENCO Tel : 05.61.22.34.95 Mail : carlos.lourenco@toulouse-metropole.fr	NOM : CARO TP ADRESSE : 8, rue de la zone artisanale de Ribaute 31130 QUINT FONSEGRIVES  Responsable chantier : Tel : 05.61.24.77.35 Mail :

**ARRETONS sous n°24405**

- Autorisation de travaux avec circulation alternée (panneaux de B15- C18), du 27 au 27 B rue de Lalande.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
12 août au 31 août 2015**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 6 août 2015

*Pour le Maire, par suppléance  
Le 1<sup>er</sup> adjoint*

  
Alain MASSA

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
ET DU STATIONNEMENT A L'OCCASION DU VIDE GRENIER**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**VU** la demande de Monsieur MEXES Président du Comité des Fêtes en date du 13 juillet 2015,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement d'un vide grenier organisé par le Comité des Fêtes et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 24407/2015**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « vide grenier », la circulation et le stationnement de tous types de véhicules sera interdit, à l'exception des organisateurs, des exposants, des services d'urgences et des services municipaux **sur la Place JEAN BELLIERES et dans toutes les rues adjacentes suivantes :**

- **rue de Lentourville au niveau de l'intersection rue du Parc (face au 46, rue de Lentourville),**
- **avenue Jean Bellières depuis l'intersection rue Sylvain Leygue jusqu'à l'intersection avenue des Chênes.**

**LE DIMANCHE 13 SEPTEMBRE 2015  
DE 5H30 A 21H00**



La circulation sera déviée :

- pour l'avenue Jean Bellières par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.
- pour la place Jean Bellières et la rue de Lentourville par la rue du Parc et la rue du Moulin.

## **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

## **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- Mr le Commandant du SDIS
- Mr le Président du Comité des Fêtes

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 1er septembre 2015,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 11/09/2015  
Et après transmission en Préfecture : Néant



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur Thierry ARCARI**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 28 août 2015  
à 16 heures 30 minutes au 30 août 2015 inclus.

**ARRETONS SOUS N° 24411**

**ARTICLE 1 Monsieur Thierry ARCARI**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 28 août 2015  
à 16 heures 30 minutes au 30 août 2015 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 12 août 2015.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

14/08/2015









Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

Serge JOP  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE  
DE LA BOUTIQUE A L'ENSEIGNE « TATI »  
CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE M - 1<sup>ère</sup> Catégorie**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,  
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,  
Vu la visite du 24/08/2015 effectuée par les groupes de visite des Sous-Commissions Départementales d'accessibilité pour les personnes handicapées dans les E.R.P. et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H.,  
Considérant l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 25/08/2015 émis par la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H.,  
Considérant la proposition d'avis favorable émis par le groupe de visite de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité pour les personnes handicapées dans les établissements recevant du public lors de la visite de réception des travaux en date du 24/08/2015,

**ARRETE S/N° 24445**

**ARTICLE 1**

La boutique à l'enseigne « TATI » située dans le Centre Commercial Saint-Orens, 5 Allée des Champs Pinsons à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouverte au public à titre permanent à compter de la date de signature du présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera adressé au pétitionnaire et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne dans l'attente de la transmission d'un arrêté d'ouverture rectificatif visant l'avis émis par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité pour les personnes handicapées dans les ERP lors de la séance du 25/08/2015.

**ARTICLE 3**

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises par les Sous-Commissions Départementales d'accessibilité pour les personnes handicapées dans les E.R.P. et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., visées dans le présent arrêté ou tout arrêté se rapportant à cet établissement.



#### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Fait à SAINT -ORENS-DE-GAMEVILLE,  
Le 26/08/2015

Pour le Maire  
Par délégation



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :  
Et après transmission en Préfecture le :

28 AOUT 2015

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

#### DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

